



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Secteur des Sciences sociales et humaines

Dialogue avec les Délégations permanentes auprès de l'UNESCO autour de la future Stratégie à moyen-terme 2022-2029 (41 C/4)

- Volet 3 de la transformation stratégique de l'UNESCO-

24 juillet 2019

Note d'introduction

I. Tendances et défis mondiaux, régionaux et interrégionaux

Le monde change à un rythme et dans une direction réellement transformateurs, appelant l'UNESCO à se réorienter et à se repositionner pour rester pertinente.

Les **inégalités croissantes** dans le monde sont une caractéristique majeure des transformations sociales contemporaines. Elles risquent de freiner la réalisation des dimensions sociales de l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063, à savoir les aspirations à l'inclusion sociale, l'élimination de l'extrême pauvreté, et la prise de décision participative et inclusive. Il est essentiel d'aborder les inégalités – y compris les inégalités de genre – de manière intersectionnelle et multidimensionnelle pour assurer le développement de politiques efficaces qui ne laissent personne de côté (NLPC). Cet engagement implique d'atteindre les plus pauvres parmi les pauvres et de lutter contre la discrimination et ses causes au sein des pays et entre eux.

Les technologies de rupture perturbent de plus en plus la paix, la justice, la liberté, la dignité, l'égalité des genres, le bien-être de l'humanité (surtout les personnes les plus défavorisées) et la durabilité de la vie sur terre. En abordant les progrès technologiques et leur impact sur la société, il est essentiel de tenir dûment compte des besoins des pays en développement, en particulier en Afrique. Dans ce contexte, une attention particulière doit être accordée à la réflexion éthique sur les sciences, les technologies et l'innovation.

Le changement climatique est un défi mondial qui requiert une action internationale coordonnée. Les dimensions sociales et éthiques sont cruciales pour le succès des politiques climatiques. Répondre aux besoins fondamentaux, réaliser les droits de l'homme, l'équité, obtenir un travail décent, des migrations sans risques et une bonne gouvernance face aux défis du climat signifient reconnaître le rôle des personnes en tant que victimes et agents de transformation environnementale. Le changement climatique présente des défis éthiques qui obligent les citoyens à faire face à de graves questions éthiques sur le plan de l'équité et de la responsabilité en tant qu'individus, et plus encore en tant que membres de systèmes politiques plus larges.

L'interaction entre identité et diversité a fait naître des pratiques et des discours à la fois exclusifs et largement inclusifs et participatifs. L'identité est utilisée pour combattre la diversité et pour l'embrasser – pour à la fois exclure des groupes de la vie publique et créer des sociétés plus inclusives et interconnectées. La relation entre identité et diversité contribue grandement à déterminer le caractère inclusif et pacifique de nos sociétés de plus en plus diversifiées, permettant la réalisation de l'Agenda 2030 dans son ensemble.

Les jeunes d'aujourd'hui apparaissent comme des acteurs essentiels pour la mise en œuvre de

l'Agenda 2030 et en particulier du NLPC, comme le reflète la Stratégie des Nations-Unies pour la jeunesse. La génération actuelle de jeunes est la plus nombreuse de tous les temps et la proportion de jeunes augmente rapidement en Afrique. Les jeunes représentent un dividende démographique clé qui peut contribuer activement à la réalisation du développement durable dans ses trois dimensions : économique, sociale et environnementale.

En **Afrique**, les principales questions à aborder sont les suivantes : le fossé grandissant entre la recherche et l'élaboration de politiques, et le manque d'interaction entre les gouvernements et la communauté des chercheurs ; l'exigence croissante que les gouvernements respectent les normes internationales en matière de démocratie, de bonne gouvernance et d'État de droit, tout en relevant les défis de la pauvreté, des inégalités et d'autres obstacles au niveau national ; les divisions ethniques/religieuses croissantes sur la scène politique, empêchant une gouvernance efficace ; la demande croissante de participation des femmes et des jeunes aux processus de décision, se manifestant souvent au cours des processus électoraux et entraînant des violences liées aux élections.

L'accent sur le conseil stratégique éclairé par les connaissances, ainsi que sur le renforcement des capacités reste essentiel en particulier pour le Secteur des sciences sociales et humaines (SHS) en ce qui concerne trois objectifs du développement durable : l'ODD 16 « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ». (cibles 16.6 et 16.7) ; ODD 10 « Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre » (cibles 10.2, 10.3 et 10.7) ; et ODD 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » (cible 11.3). Les cibles 6 et 7 de l'ODD 16 – appelant à l'inclusivité des institutions et des prises de décisions à tous les niveaux – offrent une approche transversale à cet égard, mais disposent d'indicateurs très faibles. Le développement de concepts et méthodes et le renforcement de capacités sont importants à cet égard.

Il existe de plus en plus d'occasions pour des approches plus intégrées et plus interdisciplinaires, au sein de SHS ainsi qu'entre SHS et les autres secteurs. Les exemples incluent le travail sur les villes, à travers la Coalition internationale des villes inclusives et durables en coopération avec les autres réseaux de villes à l'UNESCO, ainsi que sur la jeunesse, s'appuyant sur le succès du projet NET-MED Youth et des activités concernant les jeunes et la consolidation de la paix. Le Programme pour la Gestion des transformations sociales (MOST) offre également une plateforme de choix pour l'intégration interdisciplinaire afin de renforcer les liens entre production de connaissances et décisions politiques.

II. Réunions internationales, engagements globaux, et leçons tirées de récentes évaluations et audits

Conférences internationales

[La résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies \(2015\) sur jeunesse, paix et sécurité](#) (YPS) souligne le rôle des jeunes dans les efforts de consolidation de la paix et sert de base aux actions de prévention de la violence menées dans le cadre du programme Jeunesse. En outre, la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse a fait de l'engagement de la jeunesse au service de la paix et de la sécurité sa cinquième priorité.

La Conférence mondiale des humanités, tenue en 2017, a contribué à établir un programme mondial pour les humanités. Elle a mis en exergue la nécessité de nouvelles initiatives, en particulier au niveau régional, pour renforcer les institutions du savoir, notamment en facilitant les échanges interdisciplinaires de connaissances, et pour assurer de meilleurs liens avec le débat public et les processus politiques.

Le [Plan d'action de MINEPS VI de Kazan](#) et le cadre général de suivi de la politique sportive ont été lancés en 2017 et reconnus par l'Assemblée générale des Nations Unies (A/RES/73/24) comme une référence pour favoriser la convergence internationale entre les décideurs, et comme un outil potentiel pour aligner les politiques internationales et nationales. L'UNESCO se voit confier le rôle de chef de file dans la coordination du suivi mondial du Plan d'action de Kazan.

En 2022, la Décennie internationale du rapprochement des cultures arrivera à terme. En faisant un bilan des réalisations de la Décennie telles que définies dans son Plan d'action, les États membres de l'UNESCO et le système des Nations Unies dans son ensemble ont la possibilité de façonner la prochaine génération de programmes en s'appuyant sur des initiatives de partenariats réussies.

Leçons tirées des évaluations

Un certain nombre de leçons importantes ont été tirées des évaluations du programme de bioéthique, de la Convention internationale contre le dopage dans le sport et du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport, ainsi que de l'examen à mi-parcours de la Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse (2014 - 2021). Les évaluations ont mis en exergue la grande pertinence de ces programmes. Elles ont également souligné la nécessité d'attirer davantage de ressources et de mieux prendre en compte l'égalité des genres, afin de répondre aux demandes croissantes des États membres et d'assurer la viabilité à long terme. Les évaluations ont montré la nécessité de consultations élargies, et d'une plus grande appropriation et visibilité des produits de qualité développés par SHS.

L'évaluation de la Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse (2014 - 2021) a montré que l'engagement des jeunes était de plus en plus intégré dans le travail de l'UNESCO dans le domaine de la jeunesse. L'UNESCO est désormais reconnue comme détentrice du savoir dans ce domaine, et est appréciée pour son pouvoir de mobilisation auprès des autres parties prenantes et partenaires multilatéraux. Toutefois, il n'existe actuellement aucun cadre programmatique à l'échelle de l'UNESCO pour les activités de l'Organisation dans le domaine de la jeunesse, ni de budget, d'objectifs ou d'indicateurs spécifiques.

III. Quelques pistes de réflexion

Compte tenu des défis, des opportunités et des tendances futures, SHS s'est lancé dans un exercice de réflexion interne pour repenser l'alignement stratégique et se concentrer sur les axes de travail essentiels en réponse aux demandes des États membres et des enseignements tirés du passé. Les thèmes explorés incluent les inégalités croissantes, la consolidation de la paix et la prévention des conflits, l'exclusion économique, sociale et politique, et l'impact sociétal des technologies de rupture.

Le dialogue avec les délégations permanentes, qui commence le 24 juillet, est l'occasion pour l'UNESCO et, en particulier, pour SHS, d'échanger avec ses principaux partenaires et d'approfondir la réflexion sur les principales questions sur lesquelles l'UNESCO devrait se concentrer au cours de la prochaine

décennie.

- a) Selon vous, quelles sont / seront les principales tendances, opportunités et défis mondiaux pertinents pour le mandat de SHS au cours des 10 prochaines années ?
- b) Comment assurer au mieux le soutien de l'UNESCO aux États membres dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans ses différents domaines tout en réfléchissant également au-delà de celui-ci ?
- c) Chacun des quatre domaines stratégiques mentionnés ci-dessus - paix, inégalités, technologies et environnements - requiert une approche intégrée. Où et comment voyez-vous des possibilités pour une approche plus transversale et interdisciplinaire de l'UNESCO ?
- d) Vu l'accent mis à SHS sur l'intégration, comment la Priorité globale Afrique et la priorité genre peuvent-elles être mieux reflétées dans nos programmes ?